

## **BAYARD PRESSE**

**www.cgtbayard.org**

**A Bayard Presse, comme dans toute la presse, exigeons la "sécurité sociale professionnelle", proposons la solidarité entre nos groupes**

Le lundi 15 janvier, en Comité d'entreprise, la direction de Bayard Presse a présenté son **plan à moyen terme (PMT)**, orientation stratégique du groupe pour les **années 2007-2008-2009**.

Ce plan, outre des "mutations" structurelles considérables, souvent pertinentes vis-à-vis de l'évolution de la société en général et du secteur de l'information en particulier, comprend évidemment un **volet social**. Ce sujet, dans un contexte de grandes difficultés économiques, suppose, du point de vue de la direction, la **négociation rapide d'un plan de sauvegarde de l'emploi concernant quelque 70 salariés**.

D'autre part, avant même d'avoir fini de consulter le Comité d'entreprise de Bayard, la direction a d'ores et déjà mis en oeuvre l'**arrêt du mensuel Vermeil**, ainsi que celui du titre **Eurêka**. Elle s'apprêtait, enfin, à **procéder a quelques premiers licenciements pour motif économique, de façon individualisée, alors qu'une négociation vient tout juste de s'ouvrir sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)...**

Ce matin, lors d'une constructive séance de négociation entre la direction et les organisations syndicales de Bayard, le délégué syndical Info'Com-CGT (en coordination étroite avec la CFDT) a proposé un cadrage sérieux de la période à venir. Il a exprimé les exigences suivantes de son organisation :

1 - La conclusion de la négociation sur la **gestion prévisionnelle des emplois** et des compétences (GPEC) est un **préalable** à toute discussion (négociation et information-consultation du CE) sur un éventuel plan de sauvegarde de l'emploi ;

2 - les **7 salariés de Vermeil**, dont les emplois sont très immédiatement menacés, doivent voir la **suspension totale de toute procédure de licenciement pour motif économique**, tant que la négociation de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) n'a pas abouti. De plus, leurs cas doivent être intégrés dans le cadre d'un éventuel plan de sauvegarde de l'emploi, lequel, on l'a dit, ne peut que suivre un accord sur la GPEC ;

3 - la négociation de la **gestion prévisionnelle des emplois** et des compétences (GPEC) doit porter sur le **périmètre européen du groupe Bayard** (2060 salariés, dont 1832 en France) et non pas seulement sur la seule entreprise-mère, Bayard Presse S. A. (environ 1000 salariés) ;

Pour finir, Info'Com-CGT a invité fermement la direction de Bayard Presse à commencer d'envisager une **"association" ou des "partenariats" sociaux avec d'autres éditeurs** qui sont proches, à plusieurs titres, du groupe Bayard. Dans une déclaration faite lors du CE du 16 janvier, le délégué syndical CGT a, en effet, expliqué : *"Une telle entente pourrait, par exemple, donner lieu, au niveau social, à des reclassements « internes » à l'échelle de l'ensemble des groupes associés. Ce serait l'ébauche d'une authentique politique de « sécurité sociale professionnelle », politique qui servirait l'intérêt évident des entreprises et groupes associés, ainsi que celui de leurs salariés. Une telle démarche, qui n'est plus utopique, bénéficierait, soyez en persuadé, du soutien de la CGT."*

Ce matin, les remarques d'Info'Com-CGT, soutenues par les autres organisations syndicales de Bayard Presse, ont été très attentivement écoutées et notées par la direction.

Antoine Peillon  
Délégué syndical Info'Com-CGT à Bayard Presse  
[www.cgtbayard.org](http://www.cgtbayard.org)